

La crise du Covid a-t-elle figé la donne politique pour l'opinion ?

Les incertitudes et les inquiétudes liées à la crise sanitaire empêchent les Français de se projeter déjà dans la campagne présidentielle. Des mouvements d'opinion pourraient n'en être que plus spectaculaires en sortie de crise.



OPINION Le Covid a bouleversé nos existences individuelles et collectives. A-t-il bouleversé pour autant la situation politique ? À moins de 500 jours de l'élection présidentielle, les sondages annoncent un match retour inéluctable entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Malgré la pandémie, les intentions de vote n'ont que très peu varié. Selon l'Ifop, en octobre 2019, donc avant la crise, le président de la République était donné à 27% et la présidente du rassemblement national à 28% au premier tour. En juin 2020, en plein déconfinement, ils se situaient l'un et l'autre entre 26 et 28%. En octobre 2020, ils se trouvaient sensiblement à égalité, autour de 25%. Alors que près de huit Français sur dix (Elabe en février 2020, Ifop aujourd'hui, lire pages 2 et 3) disent ne pas vouloir de ce duel, aucun candidat putatif ne parvient encore à perturber le jeu. La pandémie a-t-elle congelé le paysage politique ?

UN TAUX D'INQUIÉTUDE QUI OCCULTE L'INTÉRÊT POUR LA PRÉSIDENTIELLE

Les Français interrogés par notre société d'étude de l'opinion Societing témoignent d'une lassitude de plus en plus grande face à un confinement attendu mais sans cesse repoussé, dont on ne connaît ni le jour, ni l'heure, ni la forme, ni l'ampleur, ni s'il s'agit du dernier, ni quelles actions seront menées pour qu'il ne soit plus nécessaire d'avoir recours à des mesures aussi radicales. Quand on ignore de quoi demain sera fait, il est forcément plus difficile de se projeter. Lorsque les Français imaginent l'avenir, ils ne voient aucune raison d'espérer. Le 23 janvier, 73% des Français se déclarent inquiets pour eux-mêmes et pour leur famille selon l'Ifop pour CNews et Sud Radio. Depuis mars 2020, ce niveau d'inquiétude n'est jamais descendu sous la barre des 60%. La peur d'être personnellement contaminé demeure forte, mais l'anxiété de se retrouver au chômage va croissant. Elle affecte fortement les moins diplômés, mais n'épargne pas les plus stables : un cadre sur trois redoute désormais de perdre son emploi, et même un sur deux chez les moins de 35 ans, selon le baromètre CFTD - cadres - Kantar, publié le 27 janvier dernier. Résultat : l'anxiété globale des Français se maintient à un niveau très élevé, en par-

ticulier depuis le deuxième confinement, comme en témoignent les chiffres publiés par Santé publique France. Entre septembre et novembre 2020, la prévalence des états dépressifs a été multipliée par deux. Elle se maintient désormais autour de 20%, contre 10% en 2017. Depuis le début de l'épidémie, la proportion de Français déclarant avoir des troubles du sommeil n'est jamais descendue sous les 60%. Ils étaient 49% en 2017. Jusqu'à présent, les Français se montraient davantage pessimistes pour la société que pour eux-mêmes et pour leur famille. Aujourd'hui, leur avenir personnel les inquiète presque autant. Dans un tel contexte, l'échéance de la présidentielle semble lointaine et le cadet de leurs soucis, à l'exception des plus politisés.

MACRON-LE PEN, UN DUO PAR DÉFAUT

Il ne faudrait pas croire cependant que le coronavirus a fait disparaître leurs autres préoccupations. Mais elles n'ont pas plus de place dans l'espace public que dans leur esprit. Depuis un an, les questions liées au Covid saturent l'espace médiatique : entre mars et juillet 2020, les journaux télévisés ont consacré plus de la moitié de leurs éditions à l'épidémie selon la revue des médias publiée par l'INA. Comment d'autres débats pourraient-ils émerger et des alternatives s'affirmer ? Tout concourt ainsi à consolider Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Le duo prospère « par défaut » et s'affirme dans l'esprit d'un grand nombre de Français à la fois comme une perspective redoutée et inévitable. Même si les deux protagonistes ne sont pas sans faiblesses. Ainsi, Marine Le Pen reste la principale incarnante de l'opposition aux yeux des Français, mais domine moins nettement qu'auparavant. Elle se révèle de surcroît assez peu audible dans la séquence. Quant à Emmanuel Macron, il reste tributaire du jugement des Français sur la politique sanitaire. Or celui-ci demeure négatif depuis un an, et rien n'indique une inversion de tendance à court terme. Au contraire, à mesure que la lassitude grandit, l'adhésion aux mesures s'effrite. De même, la stratégie vaccinale de l'exécutif laisse l'opinion plutôt sceptique. Ils ne sont que 42% à penser que le président tiendra son engagement de proposer « à tous les Français adultes qui le souhaitent un vaccin avant l'été », dont seulement 38% des premiers concernés, c'est-à-dire les plus de 65 ans (contre 46% des moins de 35 ans). Jusqu'à présent, la pandémie n'a donc pas bouleversé le jeu politique, même si les deux favoris du premier tour se trou-

vent dans une position plus instable qu'il y paraît. En revanche, le Covid a joué un rôle de révélateur, voire de catalyseur, de courants profonds qui sont à l'œuvre dans l'opinion depuis longtemps.

VERS UNE « GUERRE » DES GÉNÉRATIONS ?

Sans surprise, les plus de 65 ans et les moins de 35 ans ne vivent pas la crise du coronavirus de la même façon. Ils n'ont la même opinion ni sur son issue ni sur les mesures à prendre. Les plus âgés sont ainsi les plus méfiants vis-à-vis de la capacité d'Emmanuel Macron à remplir sa promesse vaccinale (38% pensent qu'il la tiendra contre 46% des moins de 35 ans, selon l'Ifop). Ils sont aussi les plus enclins à juger le rythme actuel de la vaccination « trop lent » (73% selon Elabe, contre moins de 60% chez les moins de 35 ans). Ce sont aussi les plus réticents face à la perspective d'un nouveau confinement « dur », du type de celui de mars 2020 (44% d'adhésion selon Elabe, contre 57% pour les plus jeunes). C'est aussi la catégorie qui compte la plus faible proportion de personnes (19%) déclarant « bien vivre » cette crise. Les plus de 65 ans sont les moins disposés à penser que la jeunesse est une « génération sacrifiée » dans la crise sanitaire : 45% d'entre eux partageaient cette opinion, contre 67% des moins de 30 ans - et 57% des Français en moyenne, selon l'enquête Odoxa-Backbone Consulting, publiée le 19 janvier. La crise du coronavirus sera-t-elle l'élément déclencheur d'une « guerre des générations » comme on l'entend parfois ? Et se traduira-t-elle dans les urnes ? Probablement pas, ne serait-ce que parce que les générations sont loin d'être homogènes. On notera toutefois que les plus de 65 ans constituent un électorat stratégique : ils représentent un cinquième de la population, mais plus d'un tiers de l'électorat et ils sont particulièrement disputés entre le président sortant, le candidat de la droite et la candidate du RN. Selon les intentions de vote réalisées par Ipsos pour L'Obs, publiées la semaine dernière, dans l'hypothèse où à gauche, l'offre se limiterait à Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot et Anne Hidalgo, 26% des plus de 60 ans voteraient pour Emmanuel Macron, 23% pour Marine Le Pen, et 20% pour Xavier Bertrand. En revanche, ces écarts de perceptions constitueront un défi politique majeur dans le cadre d'une présidentielle de 2022 où la thématique de l'apaisement et de la réconciliation sera centrale. Une enquête récemment publiée par le Pew Research Center montrait que la France est le pays où - derrière les États-Unis - la propor-

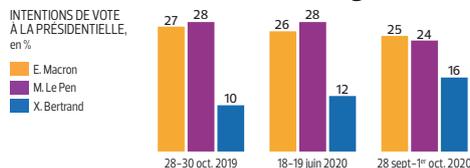
tion de personnes jugeant que le Covid a eu un impact négatif sur l'unité du pays est la plus grande.

UNE ACCÉLÉRATION BRUTALE EN SORTIE DE CRISE ?

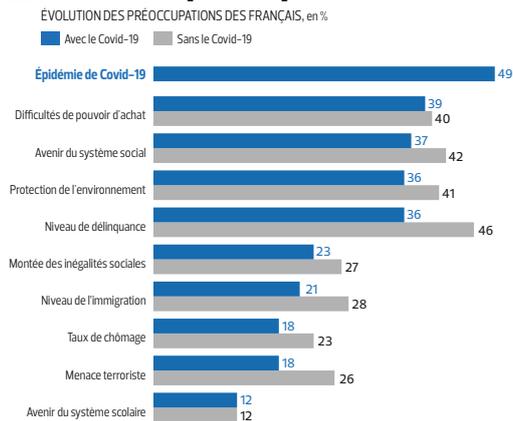
Catalyseur de divisions, le Covid est aussi révélateur d'aspirations : une étude de l'ObsCo en 2019, réitérée pendant le premier confinement, montre que les Français se partagent entre trois visions différentes de l'avenir. En 2020, 55% des Français privilégient l'« utopie écologique », qui promeut une société où l'on consomme moins, mais mieux. Suivie de l'utopie sécuritaire, qui « campe une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations », choisie par 31% de nos concitoyens. L'utopie techno-libérale, « qui décrit une société dans laquelle priment les valeurs individualistes et la reconnaissance des droits individuels, bénéficiant d'une croissance forte, mais génératrice d'inégalités », n'était soutenue que par 14% des Français. De 2019 à 2020, soulignait l'ObsCo, les grands équilibres entre ces trois sociétés désirables n'avaient évolué qu'à la marge. Qu'en sera-t-il demain ? Tout semble indiquer que les rapports de force sont temporairement figés par le Covid. Une campagne trop précoce se heurterait à l'indifférence générale et toute manœuvre tactique exaspérerait des Français avant tout soucieux d'une gestion de la crise actuelle. Pour autant, en raison même du désir d'échapper au duel Macron-Le Pen, on peut anticiper une brutale accélération des mouvements d'opinion dès le moment du « dégel ». S'il est impossible de savoir quand les gens recommenceront à se projeter à nouveau : dès que la majorité de la population aura été vaccinée ? Ou plus tard, après une « bulle » de décompression, à l'image de ce que fut l'été dernier ? Les candidats seront alors attendus avec des idées et solutions nouvelles. Cette exigence de changement peut favoriser l'émergence de nouveaux candidats. Le moment où l'opinion prendra conscience de la diversité du choix constitue le plus grand danger pour le duo attendu aujourd'hui au deuxième tour. ■

(1) François-Xavier Demoures est président de Grand Récit, agence de stratégie narrative. Chloé Morin est experte associée à la FII, cofondatrice de Societing et auteur de « Les Inamovibles de la République » (Éditions de l'Aube).

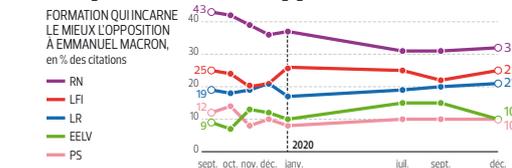
1 Des intentions de vote inchangées



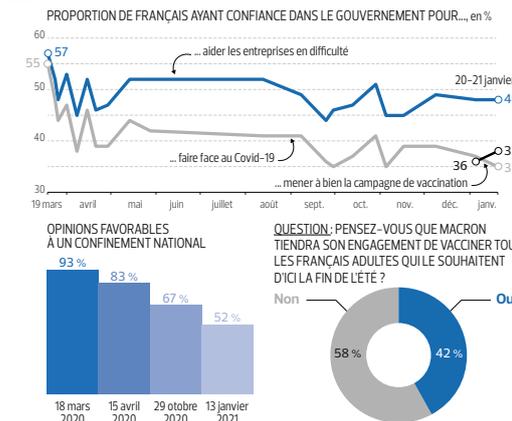
2 Le Covid-19, préoccupation numéro 1



3 Qui pour incarner l'opposition ?



4 Une confiance stable dans l'exécutif



5 La crise sanitaire a eu un impact négatif sur l'unité du pays

